

La nouvelle donne pour Emmanuel Macron Groupe 5

Exercice

Pour l'exécutif et sa méthode, le plus dur reste à venir

Emmanuel Macron concentré sur l'international, en charge de l'essentiel selon une formule du général De Gaulle et laissant son gouvernement agir pour les affaires du pays. Le président gardera-t-il la position pendant les cinq ans du quinquennat ?

AFP - LUDOVIC MARIN

Emmanuel Macron en retrait, Elisabeth Borne plutôt discrète, la reprise des hostilités parlementaires diffère : la « nouvelle méthode » de l'exécutif a franchi sans grandes difficultés la première grande séquence politique du quinquennat, mais la rentrée promet d'être agitée sur tous les fronts.

Sacré contraste. En juillet 2017, nanti d'une majorité pléthorique à l'Assemblée, Emmanuel Macron ouvrait la session parlementaire par un grand discours à Versailles et promulguait les premières lois et ordonnances à la télévision. Cinq ans plus tard, le gouvernement d'appoint de majorité absolue, les parlementaires ont enchaîné les séances nocturnes au Sénat et au Palais-Bourbon. Mais le président, lui, a déjà pris ses quartiers d'été au Fort de Brégançon.

En retrait, le président a-t-il « jupiterien » ? « C'est plutôt une bonne chose », estime le constitutionnaliste Jean-Philippe Derosier. « Selon la formule du général De Gaulle, le président de la République ne doit être en charge que de l'essentiel. Chacun est libre de l'interprétation du terme. Mais ce n'est pas au président de s'immiscer dans les discussions législatives et d'être omnipotent, à partir du moment où il a les relais nécessaires », poursuit-il.

Un changement notable pour un président qui, l'an passé, décrivait lui-même de la suspension du contrôle technique des deux-roues. Mais cette « nouvelle posture » était annoncée avant même les législatives, pour la constitutionnaliste Anne-Charline Bezzina. « Dès son discours d'investiture, il promettait déjà une nouvelle méthode et annonçait qu'elle se fonderait sur une espérance de grand débat permanent dont il avait déjà fait part dans sa lettre de candidature aux Français », souligne-t-elle. Avec la perte de la majorité absolue, la volonté affichée est devenue un impératif. Les Français ont

nâ€™ont pas voulu donner les coups trop franches à Emmanuel Macron pour un deuxième mandat, comme s’ils avaient peut-être tiré les leçons du premier. On a eu une succession de crises, des moments très douloureux - rappelons les gilets jaunes -, très dramatiques même pour la France », estime le politologue Bruno Cautrès.

Macron tiendra-t-il longtemps sa position en surplomb ?

Emmanuel Macron restera-t-il en surplomb, concentré sur l’international ? « Je ne suis pas sûr que durant les cinq années, il puisse complètement arriver à tenir cette posture. É moins que la Première ministre ne réussisse vraiment à incarner un rôle de cheffe de sa majorité, de leader, que pour le moment elle n’a pas encore l’air de prendre », estime Anne-Charline Bezzina.

Après sa déclaration de politique générale, Elisabeth Borne fut plutôt discrète, intervenant peu lors des questions aux gouvernements quand le ministre de l’Économie Bruno Le Maire se montrait omniprésent. Un profil trop « technique » et pas assez « politique », comme l’avait laissé entendre François Bayrou ? « Elle est un petit peu plus absente que ce que l’on pourrait imaginer. » Mais « comme on a une majorité relative et hétéroclite, un Premier ministre qui serait très politique ou trop marqué politiquement serait potentiellement un problème », juge Jean-Philippe Derosier.

Contrainte ou voulue, la « nouvelle méthode » place l’Assemblée et le Sénat au cœur de la décision publique. La séquence « a rappelé l’importance du Parlement, presque l’existence du Parlement. Avec la législature précédente, on avait une majorité tellement disciplinée, tellement godillote, qu’on aurait pu croire qu’il ne servait rien », pour le constitutionnaliste. « Tout ce qui se jouait en réunions interministérielles se joue désormais en commission (au Parlement), la démocratie gagne beaucoup », renchérit un ministre.

Autre illustration : l’absence de session parlementaire extraordinaire en septembre dans les deux chambres législatives. Pour laisser du temps à la « concertation » et préparer les textes en amont, comme le projet de loi immigration, reporté au profit d’un grand débat. Mais à l’automne, « on va rentrer dans le dur : des réformes structurelles, en particulier la réforme des retraites. On va revenir sur la question des conditions d’indemnisation du chômage, donc des sujets qui vont faire apparaître des clivages politiques beaucoup plus difficiles », juge Bruno Cautrès.

« On se félicite de l’adoption des textes. Mais qui est contre la fin de l’État

dâ€™urgence sanitaire et le pouvoir dâ€™achat ? Les hostilitÃ©s dâ€™arriveront Ã la rentrÃ©e, et personne ne semble vouloir voir le mur de crise qui est devant nous Â», estime un responsable de la majoritÃ©.

Quelle est la particularité du second mandat du Président Macron? _____

Comment sa Première ministre Elizabeth Borne se positionne-t-elle dans son gouvernement?

En quoi le fait d'avoir des lois discutées en commission à l'Assemblée Nationale est-il plus démocratique que lorsqu'elles l'étaient à l'Assemblée? _____

Quelle est la particularité du second mandat du Président Macron?

Comment sa Première ministre Elizabeth Borne se positionne-t-elle dans son gouvernement?

En quoi le fait d'avoir des lois discutées en commission à l'Assemblée Nationale est-il plus démocratique que lorsqu'elles l'étaient à l'Assemblée?